



*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,  
UNISSEZ-VOUS !*

1 F

L'Humanité Rouge  
B.P. 365-02 ; Paris R.P.  
C.C.P. 30 226-72 ; LA SOURCE

JOURNAL COMMUNISTE  
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME  
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

4<sup>e</sup> ANNEE N° 130  
JEUDI 13 JANVIER 1972

# INTENSIFICATIONS LE COMBAT CLASSE CONTRE CLASSE !

## APPEL DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE L'HUMANITÉ ROUGE



Depuis plusieurs mois la bourgeoisie française et ses laquais recourent à une grande manœuvre d'intoxication de l'opinion publique en essayant de camoufler les vrais problèmes par ceux que pose la perspective des élections législatives de mars 1973.

Sentant monter la colère des masses populaires, les politiciens bourgeois, unis contre le peuple, n'en étalent pas moins leurs contradictions dans l'espoir d'échapper à leurs graves responsabilités. Le déballage des scandales politico-financiers, des affaires crapuleuses, de la corruption devient quotidien et cynique.

De leur côté, les « Commis de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers » (formule de Lénine applicable aujourd'hui aux dirigeants révisionnistes du P. « C. » F. et de la C.G.T.) jouent leur rôle. Ils essayent de convaincre les masses populaires qu'il est possible de remédier aux conséquences du capitalisme monopoliste d'Etat en « changeant de cap » et en lui substituant par la voie électorale et parlementaire une « démocratie avancée » sans briser la machine d'Etat capitaliste. Les partis de droite et les partis de gauche sont d'accord sur un point : le respect de la légalité bourgeoise capitaliste. L'électoratisme devient donc de nouveau, dans la période présente, une arme des plus importantes aux mains de la classe exploiteuse dominante, comme il l'a été depuis un siècle. En juin 1968, son utilisation, sollicitée par les parlementaires faussement communistes, a permis au pouvoir réactionnaire de briser la formidable vague des luttes populaires.

Or la situation économique et sociale, dominée par la crise générale mondiale du système capitaliste, crée des conditions d'existence de plus en plus insupportables pour les ouvriers, la majorité des salariés, les petits paysans, les artisans, les petits commerçants, bref pour 90 % du peuple travailleur.

Le chômage croît à une vitesse redoublée ; les salaires restent bloqués à des niveaux qui consacrent la diminution constante du pouvoir d'achat ; les prix ne cessent de monter ; les cadences de travail sont infernales ; les taux de retraites, avec des rajustements dérisoires, ne permettent plus aux vieillards que de mourir dans la misère un peu plus vite ; les travailleurs immigrés (près de 2 millions) sont de plus en plus surexploités et victimes du racisme ; les prix agricoles à la production rendent déficitaires toutes les petites exploitations paysannes ; les impôts et les charges diverses (notamment la cotisation d'assurance-vieillesse) conduisent les petites affaires commerciales et artisanales à la faillite ; le contenu et les conditions même de l'enseignement vouent les enseignants et les élèves (lycéens et étudiants) à devenir des serviteurs forcés de l'idéologie et de l'économie de la grande bourgeoisie capitaliste.

Les partis de « gauche » ou prétendus « d'extrême-gauche » ne proposent aucune voie, aucun moyen sérieux et efficace pour que le peuple parvienne à rejeter l'énorme fardeau capitaliste qui l'écrase. Parti « socialiste » de Mitterrand, Parti « communiste » de Marchais, Parti « socialiste » unifié de Rocard, groupes trotskystes de Krivine et autres politiciens petits-bourgeois, préparent tous leur participation à la grande farce électorale et font mine de s'entre-déchirer avant de s'entendre comme larrons en foire pour compter les suffrages ! Chacun d'entre eux publie son « Programme » en rivalisant de démagogie avec les autres.

(Suite page 8)

## ARRIERE, RACISTES !

« On ne sert plus les Noirs », tels sont les mots ignobles que ceux qui ont la peau brune peuvent maintenant entendre dans certains cafés du Quartier Latin. Les prétextes invoqués sont divers mais la cause réelle est une : le racisme sous sa forme la plus révoltante parce qu'élevé au rang d'institution, la ségrégation raciale. De là, il n'y a qu'un pas pour voir apparaître : « Café réservé aux Blancs », « Cinéma réservé aux Blancs », etc., comme cela se pratique aux U.S.A., ce royaume des esclavagistes. Mais les Noirs ne sont pas les seuls à être victimes du racisme. Dans certains cafés du Quartier Latin, on peut entendre des tenanciers réclamer l'extermination physique des travailleurs arabes.

A Nice, l'entrée de certains cafés leur est interdite.

A travers la France, des bandes fascistes les agressent, allant parfois jusqu'au meurtre. A la Goutte-d'Or, à Paris, ils font circuler des pétitions pour que l'assassin du jeune Djellali soit libéré.

Et comme en écho à cette agitation de la pègre raciste, le ministre du chômage, Fontanet, annonce que pour « lutter » contre le chômage grandissant le nombre de travailleurs immigrés va être réduit, cherchant ainsi à rejeter la responsabilité du chômage sur les immigrés. Rien de nouveau dans tout cela. A chaque fois que dans l'Histoire la colère des masses s'accumule contre l'exploitation, la bourgeoisie, voulant détourner l'orage qui menace, cherche des boucs émissaires, veut détourner la colère des travailleurs contre d'autres travailleurs.

A ces manœuvres, il n'y a qu'une riposte : L'UNITE DE CLASSE DES TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRÉS CONTRE LE CAPITAL.



Au Quartier latin, le patron du café « Latin Musique » refusait de servir les « Noirs » (des Africains). Mais ceux-ci ne se sont pas laissés intimider par ce racisme « made in U.S.A. », ils exigeaient d'être servis : le patron a dû fermer son café.

# La bataille de "L'Humanité Rouge" c'est à nous de la gagner!

## SOUSCRIPTION PERMANENTE

	Francs
Un réalisateur de l'O.R.T.F.	4
Un opérateur de l'O.R.T.F.	4
Comité de Rédaction de « L'Humanité Rouge »	145
Un travailleur - H.R. vaincra!	1
Un élève de C.E.S.	13
Des anciens résistants (versement de janvier)	25
Le marxisme-léninisme triomphera!	70
Admirateurs d'Engels - Soutien hebdomadaire	3,50
Un étudiant M.L.	100
Un lycéen	4,50
A une vente de masse N.V.T. - Soutien à H.R.	70
La vérité du marxisme-léninisme triomphera du révisionnisme!	
souscript. perm. Janv.	150
1 couple de travailleurs	30
Soutien à H.R. - B.A.	20
F.	5
Soutien au juste combat de H.R.	20
T.J.F. - Abonnement Soutien à H.R.	70
Groupe Flourens (Janv.)	90
S.P. - Soutien à H.R.	40
Un ancien du bâtiment	1
Un jeune travailleur	2,50
Un ouvrier M.L.	20
Un lecteur (Janvier)	50
Des cheminots M.L.	200
Un ami cheminot	2,50
Un ami cheminot	1,50
Une femme ancien B. Int.	1
P.R.	5
<b>Total de la semaine</b>	<b>1 208,50</b>
<b>Total général précédent</b>	<b>151 859,98</b>
<b>Total général utilisé pour le règlement de l'H.R.</b>	<b>153 068,48</b>

## MISE AU POINT

Nous nous excusons bien vivement auprès de nos camarades, lecteurs amis et sympathisants pour les retards apportés à la distribution de H.R. depuis trois semaines.

Pour le n° 127 : H.R. n'a pu paraître le mercredi comme d'habitude mais le jeudi, les rotatives de la presse étant en grève pour leurs justes revendications.

Pour le n° 128 : le 16 pages que nous avons sorti a nécessité un travail de composition et de mise en page beaucoup plus important que prévu, ce qui a entraîné la parution le jeudi au lieu du mercredi.

Pour le n° 129 : une panne technique importante d'une machine à l'imprimerie a également retardé la parution normale de notre hebdomadaire.

A partir de cette semaine, H.R. doit paraître normalement le mercredi soir et être disponible en kiosque à Paris le jour même, en Province et chez nos abonnés le jeudi et le vendredi. Nous souhaitons que ces retards n'aient pas eu de conséquences trop importantes auprès de nos diffuseurs et amis lecteurs, et prenons toutes dispositions pour assurer la parution régulière de notre presse marxiste-léniniste.

H.R.

## MAINTENONS NOTRE VIGILANCE!

Comme nos lecteurs peuvent le constater, la souscription de cette semaine a baissé sensiblement. Dès maintenant il s'agit de rattraper ce retard sinon le « trou » ira en s'aggravant et la situation ne tardera pas à redevenir très difficile.

La souscription n'est efficace que si elle est PERMANENTE, c'est-à-dire que si elle se maintient à un niveau suffisamment élevé et constant. L'effort doit être constamment maintenu, l'appel au soutien des masses doit être systématique et non passager si nous voulons gagner la bataille de « L'Humanité Rouge ». Chaque semaine le journal doit sortir, chaque semaine il doit être payé, chaque semaine la souscription doit le permettre. L'idéologie prolétarienne est faite de persévérance, de ténacité, alliées à la hardiesse et l'enthousiasme.

Pour que vive « L'Humanité Rouge » nous devons avoir confiance dans les masses, aller résolument vers elles et gagner leur soutien. Pour faciliter cela « L'Humanité Rouge » va mettre à la disposition des militants et sympathisants des bons de soutien regroupés par carnets de dix. Dès maintenant vous pouvez passer vos commandes. Cette initiative devrait permettre d'assurer un soutien plus large et plus systématique à notre « Humanité Rouge » et de tisser de nouveaux liens entre la classe ouvrière et son journal.

La lutte sera longue et difficile, mais nous ne craignons pas les difficultés!

### LETTRE D'UN COMITÉ DE DIFFUSION DE L'HUMANITÉ ROUGE

Camarades,  
A la suite de notre dernière réunion de Comité H.R., portant essentiellement sur le soutien à « L'Humanité Rouge » et son développement, nous avons proposé plusieurs initiatives de nature à renforcer notre journal :

- 1) Règlement intégral et immédiat des commandes de journaux;
- 2) augmentation de la diffusion en trouvant un lecteur par militant. En fait cela correspond à abonner un ami à un membre de son entourage;
- 3) augmentation de la vente militante au porte à porte;
- 4) distribution de « bouillons » dans les boîtes à lettres de manière régulière;
- 5) soutien financier régulier.

### Après la protestation télévisée de M. Clavel :

## Déclaration de l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance

Nous avons reçu la déclaration suivante de l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance, dont nombre de nos militants et lecteurs sont adhérents en leur qualité d'anciens F.T.P.

### DECLARATION

Un incident public à la Télévision a révélé à toute la France que, l'été dernier, un magazine américain publia une interview de M. le Président de la République, dans laquelle on lisait notamment : « Quant au romantisme de la Résistance, les vrais héros et ceux qui se proclament tels... je déteste ces histoires. »

L'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance considère que :

- composée de résistants de tous mouvements et toutes familles spirituelles,

- ne cessant de lutter pour la reconnaissance objective des services de Résistance,

- et s'opposant en toute occasion à des évocations de la Résistance inspirées des Imageries d'Epinal, elle a la vocation, l'autorité et le devoir d'affirmer :

- que la Résistance a été un mouvement national sans précédent unissant des Français de toutes conditions et opinions dans la même volonté de lutte — sous de multiples formes — contre l'occupant,

- qu'elle a représenté l'honneur de la France,

- que sans elle notre pays n'eût pas recouvré son indépendance.

- et qu'en France aujourd'hui il ne saurait être de civisme sans respect de la Résistance.

Le 29 décembre 1971

A.N.A.C.R.

### ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

### « L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 10 F

### ABONNEZ-VOUS !

Je soutien « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénoms	3 mois	10 F	20 F	40 F
Adresse	6 mois	20 F	40 F	80 F
	1 an	40 F	80 F	150 F
Etranger :				
	3 mois	40 F	85 F	
	6 mois	75 F	125 F	
	1 an	150 F	250 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

## L'HUMANITE ROUGE VAINCRA !

Lecteur de « L'Humanité Rouge », hebdomadaire fidèle au marxisme-léninisme et à la pensée-maoïstoung, je VERSE sans attendre pour qu'elle puisse poursuivre son juste combat idéologique et politique.

Je souscris ..... F par le moyen ci-après (rayer les mentions inutiles) :

- timbres-poste
  - chèque bancaire
  - virement postal au CCP « L'Humanité Rouge » 30.226.72 La Source
- Nom et adresse (facultatifs) .....  
Date : .....  
Signature .....

Le semaine prochaine dans notre journal, un important supplément encarté à propos du congrès de la C.G.T. des cheminots (0,50 F) :

### « C.G.T. DES CHEMINOTS ET LUTTE DE CLASSE »

Cette brochure pourra également être vendue séparément.

## Quand les juges de la bourgeoisie la mettent en question...

Lorsqu'un tel phénomène se développe, c'est signe que les temps changent et qu'ils changent vite. Que des magistrats se syndiquent voilà bien un signe de temps nouveaux, impensable il n'y a pas encore si longtemps. Et pourtant, en 1968, un jeune syndicat de magistrats est apparu, rompant avec la vieille tradition des « Unions » regroupant leurs adhérents pour la défense de leurs privilèges corporatifs. Ce syndicat nouveau venu se comporte bien différemment : il revendique l'exercice du droit de grève, combat la répression qui ne manque pas de s'abattre sur ses militants, résiste aux multiples pressions qui s'exercent sur lui et revêtent tour à tour les formes bien connues de la carotte et du bâton.

Durant sa courte histoire, il s'est opposé de façon positive aux mesures fascistes prises par l'Etat au service des monopoles : action contre la loi de fascisation supprimant la liberté d'association, dénonciation de la loi scélérate « anti-casseur », revendication de la suppression de la prétendue « Cour de sûreté de l'Etat », etc.

Les militants révolutionnaires ne peuvent qu'applaudir au fait qu'il y ait des magistrats qui s'élèvent contre les mesures fascistes de l'Etat bourgeois et tentent de s'y opposer!

Par ailleurs, les adhérents du syndicat des magistrats vien-

nent de tenir leur récent congrès sur un thème explosif « la Justice et l'Argent », sujet tabou, jusqu'ici, dans ces milieux. Au cours de ce congrès l'existence de « deux poids, deux mesures » dans la « Justice » a été reconnue et dénoncée, les magistrats estimant qu'on arrive ainsi à « deux justices » l'une, pour les riches, compréhensive et souvent même complice, l'autre, pour les pauvres, injuste, implacable et coûteuse.

Dans le même sens, le Groupement d'Action Judiciaire, réunissant notamment un certain nombre d'avocats, vient d'envoyer une lettre ouverte à tous les avocats pour dénoncer l'opposition réactionnaire de certains d'entre eux à plaider dans le cadre de l'aide judiciaire, c'est-à-dire pour des clients sans ressources, donc pour une somme bien inférieure à leurs scandaleux tarifs habituels.

Certes, en citant ces faits, il ne s'agit pas un seul instant d'oublier que les magistrats font partie des rouges même de l'appareil d'Etat bourgeois et que les avocats prospèrent à son ombre. Il ne s'agit pas de feindre accepter leur thèse des « deux justices ». Nous pensons qu'en régime capitaliste il ne peut y avoir qu'une seule « Justice », celle qui est toute entière au service des intérêts de la classe bourgeoise dominante, qu'elle ne peut être « améliorée », qu'il ne peut y avoir de « bons » et de « mauvais » juges, quels que soient leurs sentiments personnels, haineux ou bienveillants, envers la classe ouvrière.

Mais que des magistrats et des avocats en viennent à prendre publiquement de semblables positions démontre clairement le degré de pourriture atteint par le système capitaliste et combien les luttes et les idées révolutionnaires du peuple, classe ouvrière en tête, sèment déjà la confusion dans le camp de l'ennemi. Et de cela nous ne pouvons que nous réjouir!

## TRANSFORMER UNE MAUVAISE CHOSE EN UNE BONNE

L'année qui vient de s'écouler a vu la classe ouvrière renouer avec ses traditions de lutte, la grève avec occupation, les séquestrations, des actions dures. Ces formes d'actions, dans la lutte classe contre classe, ont été déclenchées par les ouvriers les plus avancés, unis à la BASE.

C'est toujours la BASE des exploités qui fut à l'initiative de ces luttes dures menées contre la féroce exploitation capitaliste à la recherche du profit maximum.

Les grèves avec occupation des métallos de Batignolles à Nantes, pour l'augmentation des salaires, marquèrent le début de 1971 ; les grèves avec occupation des mineurs de Faulquemont en Lorraine, des ouvriers de la chaussure de Biarritz-Schoes à Anglet contre les licenciements, le chômage, la misère ; la grève avec occupation des 82 ouvriers spécialisés des usines Renault du Mans contre l'esclavage du travail à la chaîne, pour de meilleures conditions de travail et de salaire ; la grève des cheminots en juin ; la grève des conducteurs de la R.A.T.P. ; la grève illimitée de tous les S.U.M.A. de Bordeaux, etc. ont toutes été déclenchées par la BASE des exploités.

Dans toutes les luttes de la classe ouvrière, quel a été le rôle des directions syndicales révisionniste et réformiste ?

C'est celui de sapeurs-pompiers des luttes. Partout, elles ont pris le train en marche pour mener les luttes sur la voie de garage et en fin de compte trahirent les intérêts de la classe des exploités pour la plus grande satisfaction de leur maître monopoliste. Usant de la tromperie, les bonzes des directions confédérales prêchent la « négociation permanente » comme solution à la lutte des classes ; c'est tout simplement une ligne de collaboration des classes, une ligne social-démocrate pour maintenir l'exploitation de l'homme par l'homme.

C'est pourquoi leurs maîtres monopolistes leur allouent des récompenses, de quelques milliards de francs au titre de « subvention de l'ETAT pour formation économique et sociale » chaque année pour leurs « bons services » (1).

Ces commis ouvriers de la classe des capitalistes infiltrés dans le mouvement ouvrier, se trouvent démasqués dans les luttes CLASSE contre CLASSE.

C'est en liant la théorie marxiste-léniniste à la pratique, déjà bien avant Mai 1968, que des travailleurs avancés, il est vrai en petit nombre, rejetaient le révisionnisme moderne du P. « C. » F. et de la C.G.T., ce venin de l'idéologie bourgeoise. Staline s'est exprimé d'une façon remarquable à ce sujet : « ... La théorie devient sans objet si elle n'est pas rattachée à la pratique révolutionnaire ; de même, exactement, que la pratique devient aveugle si sa voie n'est pas éclairée par la théorie révolutionnaire ». (« Des principes du léninisme »).

Mai 1968 confirma cette juste appréciation de la ligne révisionniste du P. « C. » F. et de la C.G.T. qui furent la bouée de sauvetage du capitalisme exploiteur.

Mais pour la classe ouvrière : « Le printemps révolutionnaire de 1968 aura déchiré le voile des illusions populaires de la façon la plus convaincante qui soit : par expérience. La prise de conscience du prolétariat a commencé un processus décisif, qui le conduira jusqu'à la répudiation définitive du révisionnisme ». (Jacques Jurquet, « Le printemps révolutionnaire de 1968 »).

L'année 1971 a confirmé cette juste analyse : « ARRACHONS LA CLASSE OUVRIERE A L'INFLUENCE REVISIONNISTE ».

La leçon des échecs, des luttes menées en 1971, c'est aux travailleurs et essentiellement aux éléments avancés de la classe ouvrière de les tirer. C'est aux travailleurs avancés de transformer une mauvaise chose en une bonne. Même dans les cas où il y a eu un comité de grève, ce qui est une bonne chose, cela s'est avéré insuffisant, il manquait la direction politique, le noyau dirigeant prolétarien organisé clandestinement pour déjouer la répression patronale et policière, la complicité des bonzes des directions syndicales révisionniste et réformiste et mener un juste combat contre l'opresseur capitaliste.

Un tel noyau politique dans chaque entreprise, partie intégrante de l'avant-garde de la classe ouvrière, pourra élever la conscience politique des masses ouvrières encore chloroformées par le révisionnisme et le réformisme, en faisant des campagnes de révélations politiques indispensables à la préparation idéologique des masses pour la révolution prolétarienne.

Dans « Des principes du léninisme », Staline nous enseigne : « Le Parti est l'état-major de combat du prolétariat ».

Luc DACIER.

(1) Voir l'article « L'or des monopoles », page 4 de l'« Humanité-Rouge », numéro spécial de juillet 1970.

## COMPRENDRE POUR MIEUX SE BATTRE : LE BULLETIN DE PAYE SELON LA LOI BOURGEOISE

Il n'y a pas de petits profits pour les capitalistes. En plus des sommes colossales qu'ils retirent chaque jour du travail des ouvriers, tout leur est bon pour les voler encore davantage.

Le bulletin de paye par exemple : en principe, il est là pour donner au travailleur les renseignements sur son salaire, la façon dont il est calculé, les explications sur les retenues obligatoires comme la Sécurité sociale, etc.

En fait, pour mieux exploiter les travailleurs en évitant leur indignation, les patrons se sont arrangés pour rendre ce bulletin pratiquement illisible : il devient une série de chiffres et de lettres qui se succèdent et auxquels on ne comprend rien si ce n'est que le total est très souvent inférieur à ce qu'il devrait être. Les patrons cachent ainsi le prolongement, parfaitement légal aux yeux de la loi bourgeoise, de leur exploitation : par exemple, les retenues sont calculées sur le salaire maximum qu'elles amputent largement.

Et que dire de l'embrouillamini des bulletins de salaires en cas de travail aux pièces ou au rendement ! Gageons que si l'ouvrier se perd dans la comptabilité difficile qu'il doit tenir, le patron, lui, y trouve son intérêt !

De plus, certains patrons, dans les petites et moyennes entreprises notamment ou sur les chantiers du bâtiment, profitent de cette mélasse pour faire sauter les primes dues ou ne pas payer au taux obligatoire les heures supplémentaires. C'est d'autant plus important que les bulletins de paye peuvent servir de preuve dans certaines contestations.

Apprendre à lire un bulletin de paye c'est mieux comprendre l'escroquerie des patrons et le mécanisme de leur exploitation. C'est aussi, lorsqu'ils violent leur propre légalité bourgeoise, les obliger à rendre gorge. C'est aussi, pour les militants, être mieux armés pour servir le peuple.

Mais il ne suffit pas que quelques-uns sachent déjouer la ruse des patrons : il faut que tous les travailleurs puissent en faire autant.

Exigeons des bulletins de paye simples et complets, également rédigés dans la langue de nos frères de classe immigrés !

La remise du bulletin de paye est obligatoire pour tout employeur. Elle doit avoir lieu en même temps que le paiement du salaire.

Avec les restrictions que cela comporte sous la dictature de la loi bourgeoise, le bulletin de paye peut servir de preuve pour justifier l'existence du contrat de travail, de l'emploi occupé, le montant des congés payés dus... et envers la Sécurité sociale et les organismes de retraites complémentaires.

Le travailleur peut, à tout moment, contester le montant du salaire qu'il a touché, même s'il a accepté pendant plusieurs mois des bulletins incorrects.

Le bulletin doit nécessairement mentionner un certain nombre d'indications que nous avons numérotées dans le modèle-type ci-dessous comprenant toutes les mentions obligatoires.

BULLETIN DE PAYE DU INC. ZARIVAN 1971, du 15 au 20/07			
NOM & SURNOM pierre (2)			
ADRESSE 7 Boulevard Sophie PARIS 1511000			
Catégorie professionnelle : P 2		Emploi : Prévrier (3)	
Niveau : 1.30. 07.15.20. 009		Niveau S.J.	
TOTAL : 115 heures (4)			
Heures supplémentaires 200 à 20 heures à 0,75 francs (5)		150 francs	
Heures supplémentaires 500 à 15 heures à 10,90 francs (6)		545,00 francs	
Heures normales 100 heures à 7 francs (7)		700,00 francs	
		1295,00 francs	
PRIME D'ARRIVÉE : 3% (8)			
SALAIRE BRUT : 161,70 fr.			
SALAIRE NET			
079,27	S.J. Majorité sur salaire total	2%	3,23 fr.
005	S.J. Majorité sur salaire plafonné	2,5%	4,04 fr.
005	S.J. Majorité sur salaire plafonné	3%	4,85 fr.
079,27	Retraite complémentaire	3%	5,26 fr.
079,27	Retraite cadre	0,08%	0,15 fr.
TOTAL DES RETENUES		17,07 fr.	
SALAIRE NET : 144,63 fr.			
AVANCE			
ACCOMPTES			
INDIVISIBLES : transports 25,00			
Prime de panier 25,00			
NET A PAYER : 144,63 fr.			
N° MATRICULE EMPLOYEUR : 379.75.004.0017 (13)		Salaire payé le 16.7.71 (11)	
OUISSANTON PUBLIS 41 U.S.S.A.P. 47 Avenue Edg. Belinier Paris 15ème.		Cachet de l'employeur (12)	

- 1) Période pour laquelle le salaire est versé.
- 2) Nom du salarié.
- 3) Emploi occupé.
- 4) Nombre d'heures de travail correspondant au salaire.
- 5) Heures payées au taux normal.
- 6) Heures supplémentaires majorées (les heures à 25 % et celles à 50 % doivent être distinguées).
- 7) Nature et montant des diverses primes (exception : les indemnités représentatives de frais, comme la prime de transport ; ne sont pas soumises à cotisation ; elles ne doivent donc pas être inscrites ici mais sous la somme imposable).
- 8) Salaire brut (non déduit les cotisations et retenues diverses).
- 9) Nature et montant des diverses retenues.
- 10) Salaire net (réellement touché).
- 11) Date du paiement.
- 12) Cachet de l'employeur.
- 13) Numéro de matricule de l'employeur. Important : les trois premiers chiffres de ce numéro (319) permettent de savoir si une convention collective est applicable au travailleur et, si oui, laquelle.

## PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

### BABCOCK-ATLANTIQUE (Saint-Nazaire)

La lutte se poursuit pour la levée du lock-out décrété depuis le 29 décembre et l'obtention du 13<sup>e</sup> mois.

Les 1 000 lock-outés multiplient les manifestations de rues et pénètrent systématiquement dans les Ateliers des entreprises métallurgiques de la région, telles les forges de l'ouest et l'usine Joan-Quetin, pour appeler à la solidarité. Celle-ci se met en place activement : les métallos de Saint-Nazaire, notamment, s'organisent pour verser chacun une heure de salaire aux grévistes lock-outés.

### ACIERIES DU TEMPLE (Saint-Michel-de-Maurienne)

Les 80 ouvriers de l'atelier de fonderie

de précisions poursuivent, depuis le 9 décembre, leur grève illimitée avec occupation des locaux pour la suppression de la catégorie OS1, l'augmentation des taux horaires, et s'opposent aux menaces de licenciements massifs qui pèsent sur les usines de la région.

Contre les menaces de licenciement, occupons les usines !

### BRONZAVIA (Région Parisienne)

Le P.D.G. de la société venu inspecter « ses » usines de Courbevoie et de Nanterre a été accompagné pas à pas dans sa visite par l'ensemble des travailleurs, qui s'étaient mis en grève sur le tas, et lui rappelaient sans arrêt leurs revendications. Furieux de cette escorte il a exigé des excuses personnelles des délé-

gués CGT et C.F.D.T. qui lui ont été collectivement refusées par l'ensemble des ouvriers !

### P.T.T.

Grève de 24 h. au tri des colis postaux d'Orly et de Clermont-Ferrand contre l'insuffisance des effectifs et pour l'amélioration des conditions de travail.

### CHANTIERS DE VILLENEUVE (Grenoble)

La grève commencée il y a 15 jours se poursuit jusqu'à satisfaction des revendications des ouvriers.

### EDF-GDF (Région Parisienne)

Plusieurs milliers d'ouvriers et employés d'EDF et GDF auxquels s'étaient joints de nombreux travailleurs ont manifesté pour exiger des crédits et des

créations d'emploi permettant un contrôle réel de la sécurité des installations.

### BASTIA (Corse)

Grèves et manifestation pour s'opposer au transfert de la gestion des chemins de fer, désormais confiée à une société privée. Celle-ci a déjà fait ses preuves : 6 millions de dettes, deux accidents graves par manque d'équipements, et les travailleurs n'ont pas encore touché leurs salaires.

### PRISON DE NIMES

430 détenus astreints au travail ont fait grève plusieurs jours pour exiger une amélioration de leurs conditions de vie et de travail et notamment, du chauffage et la possibilité de suivre des cours télévisés.

AFFICHEZ H. R.

MARSEILLE : PARC KALLISTE

# LA LUTTE REBONDIT

L'« Humanité-Rouge » a déjà parlé à plusieurs reprises des luttes victorieuses des habitants du parc Kalliste, cette importante cité des quartiers nord de Marseille : lutte contre les expulsions, pour obtenir une école, etc.

Ces victoires les habitants, en grande majorité des ouvriers, les doivent à l'existence du Comité d'Action et de Défense des habitants de Kalliste que la Société Anonyme Immobilière Kalliste (S.A.I.) n'est jamais arrivée à détruire.

Aujourd'hui, la lutte qui s'y déroule est à plusieurs titres importante, la S.A.I. y voyant probablement un moyen de liquider le Comité.

C'est que la lutte des habitants qui ont fait connaître dans toute la ville les conditions de vie à Kalliste et la gestion de la S.A.I. a nettement porté tort à la S.A.I. qui a de plus en plus de difficultés pour louer ses appartements. Les affaires, paraît-il, ne sont pas très bonnes, c'est-à-dire que les profits ne sont pas jugés suffisants.

C'est pourquoi les banques qui sont derrière la S.A.I. ont décidé de lui enlever la gestion, de se débarrasser des gérants, de confier la gestion à un autre organisme. On parle même ici d'un « trou » de plusieurs dizaines de millions !

Devant le refus de payer les charges arbitrairement réclamées, la S.A.I. a réagi en envoyant ses huissiers chez quelques-uns des habitants les plus combattifs (qu'elle appelle des « meneurs » !) en les menaçant d'expulsion, dans le but de les isoler de la masse de la population.

C'était mal connaître la résolution des habitants qui au cours d'une assemblée générale ont décidé : de continuer à ne pas payer malgré les menaces, de faire une campagne d'information dans toute la ville, de défendre par tous les moyens ceux qui pourraient être attaqués en justice, de commencer à partir de janvier une grève du paiement des charges mensuelles.

La S.A.I. a soulevé une grosse pierre qu'elle risque fort de se laisser retomber sur les pieds !

*Ci-dessous : un tract que nous a envoyé le Comité d'Action et de Défense des habitants de Kalliste*

## NE CÉDONS PAS !

La S.A.I. cherche à intimider les habitants qui n'ont pas payé le rappel des charges (environ 80 % des locataires) en envoyant son huissier chez quelques-uns d'entre eux.

*Les locataires qui ont reçu les « commandements d'huissier » et tous ceux qui étaient à l'Assemblée générale du mardi 20 décembre NE SE LAISSENT PAS EFFRAYER !*

*ILS ONT DÉCIDÉ DE CONTINUER A NE PAS PAYER, car nous savons très bien que la S.A.I. ne pourra rien, si nous restons NOMBREUX, UNIS, DÉCIDÉS A NE PAS CEDER !*

*Les locataires présents à l'Assem-*

*blée générale décident de lancer dans toute la ville une grande campagne d'information sur ce qui se passe à Kalliste !*

*Ils feront connaître partout :*

1° Que les locataires refusent de payer le supplément qu'on leur réclame,

— parce que l'entretien est inexistant, les conditions de vie et d'hygiène sont lamentables : vidè-ordures qui restent bloqués, tas d'immondices entre les bâtiments, caves pleines d'ordures, canalisations qui restent bouchées, pas de remise en état régulière des cages d'escalier. (Les habitants du H 42

n'ont-ils pas été obligés de repeindre eux-mêmes leur escalier et leurs ascenseurs alors que la S.A.I. aurait dû le faire depuis longtemps.) Pas de remise en état régulière des appartements (humidité, tapisseries décollées, etc.), finitions jamais faites à la Granière (vérifiez par exemple l'aération derrière la baignoire : il n'y a pas de grille !), pas de jardin d'enfants, etc., etc., et encore etc.

Savez-vous enfin qu'au Service d'hygiène, le plus grand nombre de plaintes concerne Kalliste. Eh, oui ! — parce que les loyers et les charges ne cessent d'augmenter.

2° Que la S.A.I. n'arrive plus à louer ses appartements qui restent vides.

3° Ce qu'est la S.A.I. et ce qui s'y passe (pourquoi la Société de Gestion est-elle changée ?).

*Ils avertissent la S.A.I.*

que si le rappel n'est pas immédiatement annulé, si l'entretien et l'hygiène ne s'améliorent pas sensiblement, les habitants prendront de nouvelles mesures telles que la grève du paiement des charges mensuelles, qui seraient alors versées à la Caisse des dépôts et Consignations, comme beaucoup le réclament déjà.

**TOUS ENSEMBLE, CONTINUONS A NE PAS PAYER LE RAPPEL DES CHARGES !**

*Le Comité d'Action et de Défense des habitants de Kalliste.*



Rassemblement des habitants de Kalliste

SECTION DES RETRAITÉS DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS C.N.R.O.

# C. G. T. ET DÉMOCRATIE SYNDICALE

*La Seyne-sur-Mer  
Bourse du Travail*

A la suite d'une décision arbitraire et anti-statutaire du secrétariat de l'Union départementale des syndicats du Var, du 7 mai 1971, de nous priver de notre bureau de la Bourse du Travail de La Seyne, de nous refuser la clef et de nous obliger ainsi d'aller siéger dans la rue, nous avons demandé l'hospitalité à nos camarades de l'U.L.-C.F.D.T. pour pouvoir continuer notre activité en faveur de nos camarades retraités qui nous ont fait toujours confiance.

Nous avons la conviction que cette décision a été prise seulement par Tourtin et Bourlot, secrétaires syndical et administratif à l'insu de la C.A. et sur instructions de Ségy. Tourtin, dans un communiqué à la presse régionale, qui est un tissu de mensonges, a cherché à se dégager. Dans ce communiqué, qui est très ambigu, il affirme que notre camarade Vito Bresaz, secrétaire de la Section, avait été exclu du syndicat du bâtiment et de l'U.S.B. Avec cette affirmation, il a trompé tout le monde, car notre camarade n'appartient pas au syndicat du bâtiment depuis onze ans, c'est-à-dire depuis qu'il a pris sa retraite et qu'il a constitué le mouvement des retraités ; quant à l'U.S.B., c'est un organisme de coordination sans aucune fonction exécutive. Il est notoire pour tout le monde que seulement la Section des retraités est statutairement habilitée pour prendre des sanctions envers ses membres. Par conséquent, il faudrait accuser Tourtin de faux et usage de faux employé dans sa fonction de fonctionnaire syndical. Un fait cependant est certain, la décision de confisquer la clef de notre bureau est partie de l'U.D. et sur l'injonction de

Bourlot, secrétaire administratif, et cela pour nous empêcher l'entrée dans notre siège, car toutes les démarches faites auprès du secrétariat de l'U.L., la réponse était la suivante : « Nous avons l'ordre de l'U.D. de vous refuser la clef du bureau, car il y a des sanctions et des exclusions en l'air. » Or, qui devait prendre des sanctions et décréter des exclusions dans notre Section syndicale en dehors de l'Assemblée des adhérents ? Tourtin l'a dit, en citant deux organismes arbitrairement pour tromper tout le monde, les ignorants et les autres, et se dégager ainsi de toutes responsabilités. Un autre mensonge de Tourtin est les soi-disantes calomnies déversées par Bresaz sur les dirigeants de la C.G.T., que le bureau et la Section des retraités ignore totalement, car il n'a pas été mis au courant par le secrétariat de la C.G.T. Or, le bureau de la Section est seul habilité à examiner cette accusation, appeler les parties à un débat. Il nous semble que c'est cela qu'on appelle communément « démocratie syndicale ». Or, à ce sujet, le statut confédéral est formel et ni l'U.L., ni l'U.D., ni le bureau confédéral n'ont aucun droit de prendre des sanctions unilatéralement, ni contre des adhérents singulièrement, et moins encore contre un syndicat. Or, la vérité est que Tourtin, en vrai menteur, s'est enfermé, comme un petit écolier, dans cet imbroglio et qu'il a somme notre camarade de dire toute la vérité sur son exclusion, qui n'a jamais eu lieu que dans le cerveau malade de Tourtin lui-même. Un fait est certain : Tourtin a pris personnellement une décision arbitraire, illégale et anti-statutaire, il n'avait aucun mandat pour faire cela. Pour se couvrir et se dégager, il a inventé un tas de mensonges pour

pouvoir tromper un peu plus tout le monde qui l'entoure et les syndicats. Donc Tourtin est un sycophante hypocrite et menteur. Tourtin imite grossièrement les policiers qui arrêtent arbitrairement un individu sans aucune raison valable, pour l'accuser ensuite d'avoir exercé des violences envers eux.

Par un communiqué paru sur le journal *République* le 3 juillet 1971, notre bureau syndical de la Section a défié Tourtin de publier les faits réels, comme, disait-il, notre exclusion de la C.G.T. Or, Tourtin n'a jamais rien publié, car il a trop dit de mensonges dans son communiqué du 18 juin 1971, publié sur *République*. Pour mettre au pilori Tourtin et ses camarades colporteurs de mensonges, voici les dispositions statutaires adoptées par le 37<sup>e</sup> congrès confédéral : « Le mouvement syndical, à tous les échelons, s'administre et décide de son action. Les assemblées et les congrès syndicaux statutaires sont SEULS qualifiés pour prendre des décisions. » La démocratie syndicale (pas celle de Ségy et Tourtin) assure à chaque syndiqué la GARANTIE qu'il peut, à l'intérieur du syndicat, défendre son point de vue sur toutes les questions intéressant la vie et le développement de l'organisation. « Les syndicats groupant les salariés de toutes opinions, aucun de leurs adhérents ne saurait être inquiété pour la manifestation d'opinions qu'il professe en dehors de l'organisation syndicale. » Voici donc un passage qui coupe court à tous les ragots de Tourtin. Voici un passage (encore un) du discours que Georges Ségy a tenu à Grenoble : « Faire du syndicat une grande école de la démocratie ; la C.G.T. partout et pour tous ; vers un large débat ; solliciter l'opinion de tous les travail-

leurs sur notre activité quotidienne. » Voilà des principes que ni Georges Ségy ni Tourtin ne respectent, c'est de l'appât pour grossir les rangs de la C.G.T., avec des travailleurs plus ou moins avancés, qui par la suite découvrent les méthodes en vigueur appliquées sans vergogne par Tourtin et compagnie sous la direction de Ségy lui-même. Pour la vérité, à la C.G.T., on réserve pour les contestataires, pour les vrais militants syndicalistes, tout un éventail grossier de mensonges, de calomnies et de la difamation, ramassé dans les poubelles de l'ennemi de classe.

Au sujet particulièrement de Tourtin, nous vous dirons qu'à l'époque de l'attaque par la police de la Bourse du Travail, au lieu de rester sur place pour protéger l'institution prolétarienne dont il était responsable, il a fui comme un lâche se cacher à Sainte-Maxime, et ce sont des syndicalistes qui sont allés le chercher pour le ramener à sa place de responsable. Naturellement, nous sommes disposés d'ouvrir un débat public devant la masse des syndiqués, sur notre activité présente et passée, sur nos rapports avec la C.G.T. avant le 26 mars 1971 et après cette date. Dans ce débat, nos adversaires auront la liberté de soulever les problèmes qu'ils n'ont pas osé faire paraître sur la presse régionale par crainte de passer en correctionnelle. A ce débat, nous inviterons la presse, toute la presse. Là, nous parlerons de la puissance de l'appareil syndical au sommet, et de l'application des règles statutaires dans le mouvement cégétiste.

*Un groupe d'Expulsés arbitrairement de la Maison du Peuple de la Seyne-sur-Mer*

**SUD-VIETNAM :**

**PRES DE 250 000 AMERICAINS ET FANTOCHES ANÉANTIS EN 1971**

En 1971, les impérialistes américains et leurs valets au Sud-Vietnam ont essuyé de lourdes défaites et perdu près de 250 000 hommes, indique un communiqué rendu public à la conférence de presse tenue le 3 janvier à Hanoï par la représentation spéciale du gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud-Vietnam en République Démocratique du Vietnam.

Il est dit dans le communiqué : durant l'année 1971, la population du Sud-Vietnam et ses forces armées ont, avec une vaillance extraordinaire, bravé toutes les difficultés et tous les sacrifices, impulsé avec persévérance leur grande résistance à l'agression américaine, pour le salut national et remporté de très grandes et glorieuses victoires, bouleversant ainsi tous les calculs stratégiques U.S.

Premièrement, la population du Sud-Vietnam et ses forces armées, faisant jouer pleinement leur position d'initiative opérationnelle, ont sans relâche attaqué l'ennemi dans toutes les trois zones : les régions montagneuses, les plaines et les villes, et, en particulier, brisé les plus importantes aventures militai-

res américano-fantoches, portant ainsi un coup très dur à leur effort maximum dans leur stratégie de « vietnamisation ».

En 1971, la population du Sud-Vietnam et ses forces armées ont mis hors de combat près de 250 000 ennemis (dont 20 000 G.I.s et satellites), capturé des milliers de soldats fantoches, abattu ou détruit au sol 1 800 avions, détruit ou saisi près de 8 000 véhicules militaires, détruit 650 canons et mortiers lourds, coulé 700 navires et canots de guerre, renversé 500 locomotives et wagons et saisi 1,000 armes à feu de divers types.

Deuxièmement : le mouvement de lutte populaire au Sud-Vietnam contre la « pacification rurale » a fait un net progrès qualitatif. L'année passée, des millions de personnes se

sont dressées pour desserrer et briser la machine de coercition de l'ennemi, pour faire échouer les mesures de destructions des maisons, des forêts et des vergers, de parcage de la population, de formation des unités de « défense civile », d'enrôlement forcé dans l'armée fantoche. Ces luttes ont graduellement remporté des succès éclatants.

Par leurs efforts prodigieux, la population et ses forces armées de libération dans de nombreuses localités ont fait échouer dans une grave mesure le plan U.S.-fantoche de « pacification ».

Troisièmement : la lutte des populations urbaines a connu un nouvel essor.

Les brillantes victoires remportées en 1971 par la population du Sud-Vietnam et ses forces armées revê-

tent une importance stratégique considérable et ouvrent à la lutte patriotique de notre peuple des perspectives très radieuses, indique le communiqué.

La population sud-vietnamienne et ses forces armées ont déjoué dans une grave mesure la politique de « vietnamisation » de la guerre des impérialistes américains et déjoueront totalement tous leurs complots d'agression criminels.

Les grandes victoires de l'année passée mettent la population sud-vietnamienne et ses forces armées de libération dans une nouvelle position d'offensive très avantageuse. Le rapport des forces entre la population du Sud-Vietnam et ses forces armées d'une part et l'ennemi d'autre part change de plus en plus au désavantage de ce dernier.

**LES FORCES ARMÉES POPULAIRES NAGAS ATTAQUENT LES RÉACTIONNAIRES INDIENS**

Selon des informations en provenance de la Nouvelle-Delhi, les Forces armées populaires nagas qui persistent dans une longue lutte armée ont intensifié récemment leurs opérations contre les réactionnaires indiens.

La presse indienne a révélé que dans certaines régions des Etats de Nagaland et d'Assam, à l'est de l'Inde, les Forces armées populaires nagas ont lancé de nombreuses attaques contre l'armée et la police réactionnaires. U.N.I. a rapporté le 30 décembre 1971 que, d'après un rapport officiel reçu à Kohima, deux soldats d'une force armée locale indienne ont été tués dans une embuscade dressée le 29 décembre par les Forces armées populaires nagas près de Kohima. L'« Indian Express » a ré-

vélé que les Forces armées populaires nagas sont retournées dans les villages venant de leurs abris dressés dans la jungle et engagé des luttes contre les forces féodales locales. Le gouvernement de l'Etat de Nagaland a été incapable d'avoir en main le contrôle de la situation.

Le gouvernement indien s'inquiète beaucoup du développement de la lutte armée menée par les Nagas. Dans une conférence de presse tenue le 1<sup>er</sup> janvier à New Delhi, Pant, ministre d'Etat du ministère de l'Intérieur, a révélé que les Nagas ont intensifié leurs activités ces dernières semaines. Par conséquent, le gouvernement central n'a pu remettre au gouvernement de Nagaland la fonction de « loi et ordre ».

En même temps, les réactionnaires

indiens persécutent impitoyablement à l'Etat de Bihar les Santhals, une nationalité minoritaire. L'« Amrita Bazar Patrika » a rapporté le 23 décembre 1971 que 150 personnes, notamment des membres du clan de Singh Sudhangshu, ancien président de l'Assemblée de Bihar, ont attaqué un village de Santhals dans le district de Purnea, incendiant beaucoup de maisons de Santhals et brûlant vivants quatre Santhals, dont trois femmes. Ils ont également fusillé dix personnes et blessé trente-six autres.

Ces voyous ont mis les cadavres dans des sacs de jute et puis les ont jetés dans une rivière. Dans le district de Darbhanga, Etat de Bihar, les réactionnaires ont opprimé à plusieurs reprises les Santhals, en se livrant à l'assassinat et au viol.

**UNE NOUVELLE VICTOIRE DE LA GUERRE POPULAIRE**  
 En Thaïlande, les forces armées patriotiques ont attaqué la base U.S. de B 52 d'Utapaï et endommagé plusieurs avions.  
 C'est de cette base que partent les B 52 qui interviennent contre les populations des trois peuples d'Indochine (Vietnam, Cambodge, Laos) pour effectuer leurs bombardements criminels ; c'est aussi par cette base que transite le matériel destiné aux fantoches.  
 C'est donc là une grande victoire des peuples révolutionnaires.

**APPEL DU FRONT UNI PATRIOTIQUE DE TURQUIE (extraits)**

AU PEUPLE DE FRANCE, AUX TRAVAILLEURS, ETUDIANTS ET INTELLECTUELS ANTI-FASCISTES,

Erim, Premier ministre de la bande des généraux fascistes de Turquie, se rendra en France le 19 janvier 1972. Ce tueur aux gages de l'impérialisme américain, impuissant à étouffer la résistance de notre peuple, vient en Europe quémander l'aide des impérialistes européens.

**QUI EST ERIM ?**

Le fasciste Nihat Erim, grand propriétaire terrien, a été fait Premier ministre par un complot de la C.I.A., organisation d'espionnage de l'impérialisme américain. Cet ignoble individu est soutenu par les monopoles américains, les seigneurs de terres et les usuriers, qui exploitent féroce notre peuple.

Son premier acte fut de déclarer que « la Constitution est un luxe », et de supprimer tous les droits démocratiques. Il a proclamé l'état de siège et interdit tous les journaux et organisations démocratiques et progressistes. Il a mis au cachot leurs dirigeants et leurs membres, les a fait assassiner en pleine rue. Il a supprimé les droits syndicaux et fait encercler les usines par les blindés. Il opprime et fait massacrer les paysans, le peuple kurde et la jeunesse, les fait assassiner par centaines.

Le gouvernement fasciste d'Erim opprime barbaquement le peuple. Il forme des unités de percepteurs armés « pour habituer le peuple à payer des impôts ».

Mais l'oppression sauvage n'a pas arrêté la résistance. Elle n'a pu que

ranimer la colère du peuple et sa volonté de lutte. Les luttes des ouvriers, des paysans, de la jeunesse et du peuple kurde, loin de s'éteindre, se renforcent.

**QUE FAIT LE FASCISTE ERIM EN FRANCE ?**

Pour sauver l'économie en faillite de l'éroulement définitif, pour continuer à étouffer par le feu et le sang la révolte du peuple qui n'en peut plus, il a besoin de l'impérialisme américain et de son arme d'agression, l'O.T.A.N. Il a besoin de l'aide des autres impérialistes. Il vient à Paris mendier le soutien du gouvernement français et des monopoles. Pour s'assurer d'être bien reçu, il s'est fait précéder du politicien réactionnaire et raciste İnönü.

A peine nommé Premier ministre, Erim a demandé au gouvernement français de lui envoyer des experts de « loi anti-casseurs ».

Peuple de France, au passé plein de glorieuses victoires contre le fascisme !

**TRAVAILLEURS, JEUNES ET INTELLECTUELS DEMOCRATES !**

... Par notre lutte commune, brisons les nouveaux complots du gouvernement fasciste d'Erim, de la réaction française et des monopoles contre les peuples de Turquie !

Soutenez par votre solidarité de lutte, le combat de notre peuple pour la liberté !

**MORT AU FASCISME EN TURQUIE ! LIBERTE AU PEUPLE !**

**A BAS LE FASCISTE ERIM ET L'IMPERIALISME AMERICAIN !**

**VIVE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE DES PEUPLES !**

**LES DIRIGEANTS C. G. T. :**

**AU CŒUR DE LA HAINE ANTI-CHINOISE**

Marchant à la baguette des sociaux-impérialistes de Moscou, qui mènent une campagne des plus abjects contre la République Populaire de Chine, les dirigeants de la C.G.T. après avoir passé sous silence les magnifiques réalisations du peuple chinois, guidé par son Parti communiste ayant à sa tête le camarade Mao Tsé toung, entament une campagne hystérique de calomnies contre la République Populaire de Chine.

Dans la luxueuse revue « Options » de décembre 1971, éditée par l'Union générale des Ingénieurs, cadres et techniciens C.G.T. (UGICT-CGT), ces dirigeants C.G.T. joignent leurs voix aux chacals réactionnaires en publiant : « La Fuite en avant ou la face cachée de la « révolution culturelle », une interview d'Alain Roux par Jean Millié du Comité de rédaction d'« Options ». Il n'est pas question de reprendre les théories exposées pour les démolir : chaque phrase est une attaque anti-chinoise, anti-communiste. L'ensemble n'est qu'un tissu de falsifications, de mensonges, de calomnies vis-à-vis du président Mao Tsé toung, du Parti communiste chinois et de l'Armée populaire de libération qui ont jeté hors de Chine les impérialistes étrangers et mené à bien la libération. De plus, il témoigne d'un mépris inouï envers le peuple chinois et le courage indomptable dont il fait preuve dans son œuvre grandiose d'édification du socialisme et de consolidation de son pouvoir politique face à la réaction impérialiste occidentale et social-impérialiste soviétique.

A travers cet article présenté comme « une ébauche de réflexion libre et critique », les dirigeants de l'UGICT apparaissent comme des

ennemis jurés de la Chine, du socialisme et des travailleurs.

Écoutons-les : « Au niveau d'un intellectuel chinois qui a vécu à l'étranger, qui lit l'anglais, le russe, le français, la lecture des œuvres de Mao ne doit pas constituer un stimulant extraordinaire... Et bien nous leur répondons : pour nous les travailleurs, la pensée-maotsétoung est l'arme irremplaçable qui enrichit le marxisme-léninisme et nous servira à balayer tous les réactionnaires et traitres de leur acabit !

Pour eux, l'Université chinoise aurait été très bien si elle avait pris et gardé comme modèle l'Université de Moscou en 1965. « Elle (l'Université) se fixait comme but de former des cadres moyens et supérieurs très complets, très solides, avec une sélection très dure à l'entrée qui assurait aux rares élus des perspectives de promotion brillante. L'enseignement y était remarquable... Nous pensons que c'est cela qui intéresserait nos « cadres » révisionnistes : « Les perspectives de promotion brillante ! », la classe ouvrière devenant le moindre de leurs soucis.

Et s'ils trouvent dans les écoles chinoises « une pédagogie assez simpliste » permettons-nous de leur dire que leurs écrits infâmes sont des ramassis « d'âneries », que chaque petit Chinois rétorquerait.

Ils dénigrent la révolution chinoise mais eux ont-ils jamais tenté de la faire, la révolution ? Ils ne font qu'essayer vainement d'en éloigner les travailleurs de notre pays.

A bas la campagne anti-chinoise ! A bas les réactionnaires révisionnistes !

Vive la Chine rouge, vive la pensée-maotsétoung !

# LA FACE CACHÉE DE LA CÔTE D'AZUR

Afin de mieux connaître tous les crimes du capitalisme, pour mieux les dénoncer, nous avons entrepris de parcourir notre région dans un rayon de 30 kilomètres environ et discuté avec des ouvriers, français et immigrés, et des petits paysans.

Au paradis des riches, la misère n'est pas absente. Messieurs les Révisionnistes, quand vous nous dites : « Ce n'est pas une région ouvrière, il n'y a rien à entreprendre... », vous vous foutez du peuple !

Fréjus est tristement célèbre par la rupture du barrage de Malpasset en 1959, rupture qui fit plusieurs centaines de victimes. Comme par hasard, on n'a pas trouvé de responsables : « Glissement de terrain imprévisible », a-t-on déclaré. Encore un mensonge et un crime ignoble car ce barrage avait été construit en dépit du bon sens, mais il vous faudra payer un jour, bourgeois assassins !

Fréjus se présente maintenant comme la ville-type de l'exploitation

des travailleurs français et algériens et du racisme venimeusement répandu par les bourgeois qui y ont intérêt : ... 3 000 hommes, tous les jours, se crèvent pour des salaires de misère dans les diverses entreprises de la région.

Aux Tuileries Costamagna et annexes, par exemple, qui emploient plusieurs centaines de travailleurs, l'exploitation est sordide. Les heures supplémentaires sont obligatoires et à la moindre protestation, on est immédiatement renvoyé... pour « faute grave » !

Ne parlons pas des salaires, voyons plutôt les « avantages offerts » aux ouvriers :

Des taudis puants, des gosses obligatoirement crasseux à force de traîner dans la rue. Il n'y a pas si longtemps encore qu'un dépôt d'ordures existait à proximité des baraques attenantes à l'usine !

Nous avons vu des travailleurs algériens s'entasser dans d'anciens blockhaus italiens. Quelque chose de

dégoûtant ! Quand il pleut, les trous — on ne peut pas appeler cela autrement ! — s'inondent, et quand ils protestent, les flics débarquent pour les injurier.

A deux pas de là, un musée de l'armée déploie les drapeaux des unités ennemies vaincues au cours des dernières guerres. Et comme il faut bien « bourrer le crâne de ce foutu peuple »... on a disposé, côte à côte, des drapeaux nazis et un drapeau vietcong.

Toujours dans ce quartier, nous avons appris qu'il y a un an une famille de sept personnes vivait dans deux pides face aux écuries. Le père, âgé, travaillait comme mineur dans les mines de fluor de la région et était payé au S.M.I.C. Il a tenté d'agir dans son entreprise. La C.G.T. à laquelle il fit appel lui répondit : « Entreprise trop petite, il n'y a rien à faire ! » Arriva un jour où la mère attrapa le tétanos. Rien d'étonnant dans de telles conditions sanitaires. Elle manqua mourir et le service

sanitaire, après une visite des lieux, recommanda... de ne surtout pas ébruiter la chose !

Ailleurs, on nous a parlé d'un travailleur yougoslave mort étouffé dans l'entreprise de concassage Relli-Zotti, il y a déjà quelques temps de cela. C'était son deuxième accident dans cette entreprise.

« Les classes ça n'existe plus ! », crie la bourgeoisie. Mensonge criminel ! Ici, d'un côté, nous voyons la bourgeoisie d'Europe et de France qui se dore au soleil, les maisons et villas luxueuses, etc., et de l'autre, le peuple qui sue et souffre.

Bourgeois, vous avez voulu faire croire qu'il n'y avait que le bidonville de Nice comme « point noir » sur la Côte d'Azur ! En réalité, la Côte d'Azur vit de l'exploitation des hommes. Elle est un vaste point noir qui deviendra rouge lorsque le prolétariat prendra en main ses propres affaires.

Correspondant H.R.

## QUE SIGNIFIE : CLASSE CONTRE CLASSE !

Ce texte fondamental éclaire la signification d'un des mots d'ordre essentiels des marxistes-léninistes de France doit connaître la plus large diffusion dans la classe ouvrière. De plus en plus, au travers des luttes, la classe ouvrière ressent comme une nécessité impérieuse quoique de façon encore indistincte, la nécessité de la lutte « classe contre classe ». En assurant une diffusion massive de ce texte, nul doute que nous permettrons à bien des yeux de s'ouvrir, que des idées encore imprécises se feront plus nettes, que la lutte « classe contre classe » deviendra une réalité plus forte.

Passer vos commandes !  
L'exemplaire : 0,50 F.

## LE MONDE A L'ENVERS

Jean Lefèvre, exploiteur bien connu des ouvriers des travaux publics de la région de Clermont-Ferrand, a eu une idée géniale : sur tous ses véhicules, il a fait installer un petit panneau où il est écrit :

JEAN LEFEVRE TRAVAILLE POUR VOUS !

Faut vraiment avoir du culot ! Où et quand a-t-il travaillé celui-là ? Ce n'est pas la corne et les ampoules sur les mains qui doivent l'embarasser !

Pour ce qui est de faire travailler ses ouvriers, alors là, ou ! 10, 12 et parfois 14 heures par jour chez Lefèvre.

Mais le patron, lui, mène la belle vie : belles voitures, villas luxueuses style « colonial », vacances, appartements luxueux, famille. C'est ce qu'on appelle de la « viande reposée ».

Parce qu'il possède une entreprise de travaux publics, M. Lefèvre voudrait nous faire croire qu'il « travaille » — 1<sup>er</sup> mensonge — « pour nous » — 2<sup>e</sup> mensonge. Comme tous les patrons, Lefèvre ne fait premiè-

rement qu'à s'engraisser sur le dos des ouvriers. Deuxièmement, si M. Lefèvre fait faire des routes à ses ouvriers, c'est que ça lui rapporte. Si demain ça ne lui rapporte plus, il fera autre chose. N'importe quoi. Des cacahuètes, des caramels, n'importe, pourvu que ça rapporte des gros sous.

Sans doute qu'un jour, M. Lefèvre, ainsi que tous les parasites qui vivent de la sueur des ouvriers, devra travailler. Quand les ouvriers auront pris le pouvoir. Quand on aura renversé le pouvoir capitaliste. Alors, ce sera le principe socialiste « QUI NE TRAVAILLE PAS, NE MANGE PAS ».

Pour avoir droit à sa part du produit du travail des autres, il faudra avoir fourni sa part de travail. Tout simplement. A ce moment-là, on dira : « Moi je fais des routes, mais pendant ce temps-là, des camarades font des autos, des camions, des pneus, etc. et moi j'aurai ma part de ce qu'ils font, comme eux ils vont profiter de ce que je fais. »

Alors qu'aujourd'hui l'ouvrier se dit : « Moi je fais des routes, les

camarades font des autos, des camions, des pneus, etc. Et nous les ouvriers qui produisons tout, les routes, les autos, les camions, les pneus, etc., nous roulons en vélo, en motocyclette, ou alors nous réussissons à nous payer de vieilles guimbarde d'occasion. Et pendant que nous les ouvriers, nous trimons comme des forçats en nous serrant la ceinture à produire toutes les richesses de la société, il y a une poignée de parasites et de fainéants, de bourgeois bons à rien qui se payent du bon temps, gaspillent tout ce que nous faisons. Et encore ça ne suffit pas de les engraisser, il faudrait encore leur faire des courbettes, leur lécher les bottes, pendant que eux nous traitent comme des chiens.

Ça ne peut plus durer. Nous ne supporterons pas éternellement ces parasites qui font bombance sous notre nez avec le fruit de notre travail et se permettent encore de nous traiter comme des chiens. »

LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS !

Extrait de « Clermont-Rouge » n° 4.

## ESPAGNE :

# Appel pour le Front Révolutionnaire Anti-fasciste et Patriote

Le Comité Espagnol du Sud-Ouest de la France pour le Front Révolutionnaire Anti-fasciste et Patriote lance un appel à toutes les organisations anti-fascistes françaises pour qu'elles manifestent leur solidarité avec notre peuple en lutte contre l'oppression de la dictature franquiste et l'occupation yankee. La solidarité de la classe ouvrière et de toutes les forces anti-impérialistes et anti-fascistes de tous les peuples et particulièrement du peuple français nous est capitale dans des circonstances où la vague de répression du capitalisme s'abat sur la classe ouvrière et d'autres couches sociales exploitées.

Les forces réactionnaires impérialistes courent inexorablement à leur perte, mais pour précipiter leur défaite, il faut que le front anti-impérialiste mondial resserre ses liens et que l'internationalisme prolétarien joue son rôle de solidarité sans limites ni frontières.

En France, les anti-fascistes espagnols sont poursuivis et expulsés en violation de la Convention de Genève sur le droit d'asile politique et en vertu des accords bilatéraux avec le gouvernement franquiste (accords Debré - Lopez Bravo).

L'armée espagnole « made in U.S.A. » participe en compagnie des paras français à des manœuvres anti-guérilla dans les Pyrénées — tout récemment encore dans la

région de Bagnères-de-Bigorre - Arreau (Hautes-Pyrénées), sous le patronage de hautes personnalités civiles et militaires des deux pays, dont le gouverneur franquiste de la province de Huasca — en prévision d'une inévitable insurrection populaire en Espagne et pour briser l'aide que le peuple français pourra apporter aux anti-fascistes espagnols dans leur lutte pour la République et pour l'indépendance nationale.

La visite que M. Schumann vient de rendre à son collègue Lopez Bravo, membre comme lui de l'Opus Dei, n'est ni fortuite. Depuis la rencontre Castiella-Couve de Murville en 1959, l'impérialisme français apporte un soutien concret à l'oligarchie fasciste espagnole. Des accords militaires ont été signés, concernant la livraison de trente Mirage III et la construction sous licence des hélicoptères Alouette (anti-guérilla). Mais là où la collaboration est la plus étroite, c'est pour réprimer les masses d'émigrants et réfugiés politiques en France. Déjà les deux polices collaborent pour se transmettre les dossiers des anti-fascistes réfugiés en France. L'anti-fasciste Angel Campillo Fernandez a été arrêté et conduit, menottes à la main, à la Brigade Politico-Sociale franquiste, et condamné à six ans de prison sur la base du dossier fourni par la

D.S.T. le 23 février 1969 à Bordeaux. Le statut de réfugié politique en France n'est plus d'aucune garantie (on pourrait citer des dizaines de cas d'interrogatoires et pressions exercées sur des réfugiés espagnols, mais par mesure de sécurité, nous préférons garder le silence). Notre compatriote « Goix » a été expulsé de Paris, bien qu'il eût la carte de réfugié politique. Le motif invoqué, c'est qu'on a trouvé de la propagande anti-franquiste en perquisitionnant à son domicile.

Dans les prisons espagnoles, 3 000 détenus politiques subissent les traitements les plus inhumains.

Dans la prison de Penal Fuerto Ste Maria, le militant basque Izko et le mineur asturien Jesus Redondo Abuin, ainsi que d'autres camarades, risquent la mort à la suite d'une grève de la faim de treize jours, car ils ont été torturés dans leurs cellules, privés du droit de sortie dans la cour de la prison pendant 90 jours et enchaînés.

A Barcelone, trente ouvriers de la SEAT (Fiat) vont comparaitre devant un tribunal militaire pour faits de grève. L'ouvrier métallurgiste Cabo Ballejos a été sauvagement torturé par les sbires de la Brigade Politico-Sociale, Antonio Ruiz Villalba assassiné à coups de feu, et des centaines d'autres blessés.

Face à la répression conjointe du capitalisme international, il faut

passer à l'action organisée, car le fascisme monte sournoisement et frappe nos meilleurs militants, sans distinction d'opinion politique, philosophique ou religieuse, du moment qu'ils ont le courage de se dresser contre la tyrannie de l'impérialisme et de ses laquais.

Formons des Comités Unitaires de Solidarité contre la répression et les crimes. Renouons avec la tradition des Brigades Internationales de 1936 et avec les liens créés dans la Résistance en France en 1940-1945, où les Républicains espagnols combattaient dans les rangs des F.T.P.F. et ont versé leur sang avec une abnégation exemplaire pour la défense des libertés bafouées en Espagne et en France parce qu'ils avaient qu'en luttant pour la défense de la liberté en Espagne et en France contre le nazi-fascisme, ils luttèrent pour la liberté et la justice dans le monde entier.

VIVE L'UNITE DANS L'ACTION !

VIVE LA SOLIDARITE ANTI-FASCISTE INTERNATIONALE !

P.S. : Les Comités pour le FRAP à l'extérieur de l'Espagne ne mènent pas une lutte à part et sans relation avec l'intérieur. Ils sont l'arrière-garde organisée des Comités pour le FRAP en Espagne.

## Le P. C. F. et la lutte du peuple algérien pour son indépendance nationale

Une étude de Jacques JURQUET (10)

1929-1933

# DISCORDANCES ENTRE THÉORIE ET PRATIQUE (1)

Maurice Thorez, arrêté en juin 1929, sortit de prison le 24 avril 1930 et devint « secrétaire du Bureau politique » du Parti communiste français (S.F.I.C.) au mois d'octobre suivant. A cette époque, une lutte de classe acharnée se développait à l'intérieur même des rangs communistes, à la base comme dans la direction. Une fraction de militants issus de l'organisation des Jeunesses avait décidé de s'emparer de la direction en éliminant les « vieux » ; en réalité, ces putschistes baptisés par la suite « groupe des jeunes » étaient manipulés par la police.

### SOUS-ESTIMATION DES PROBLÈMES DES COLONIES

Cette situation explique qu'en dépit des directives de l'Internationale concernant le travail du Parti communiste français dans les colonies, l'aide concrète aux peuples opprimés par l'impérialisme français restait pratiquement inexistante. Il n'est pas douteux au surplus que les dirigeants du Parti, ou tout au moins la majorité d'entre eux, sous-estimaient l'importance du mouvement de libération nationale dans les colonies. Devant le XI<sup>e</sup> Plenum du Comité exécutif de l'Internationale (mars-avril 1931), Marcel Cachin avait présenté un rapport sur le danger de guerre, mais n'avait abordé que de façon très marginale le problème de la lutte anti-impérialiste dans les colonies et les problèmes coloniaux. Par contre, les représentants de l'Internationale avaient insisté sur l'accentuation de la tension révolutionnaire dans les colonies, en l'analysant comme conséquence de la crise mondiale du système capitaliste. Ils avaient étudié la situation particulière des colonies les plus importantes : Chine, Indochine, Inde, Afrique du Nord. Nous avons déjà relaté que cette session entérina l'indépendance du Parti communiste d'Indochine fondé par Ho Chi minh le 3 février 1930.

Le 27 juin 1931, Thorez présenta devant le Comité central un « Rapport sur les travaux de la XI<sup>e</sup> Assemblée plénière du Comité exécutif de l'Internationale communiste et sur les tâches du Parti communiste français ». Même si ce qu'il déclara à propos des colonies était juste, il convient de remarquer la discordance entre l'importance accordée par lui à cette question et l'analyse du Plenum de l'Internationale. Le Rapport en question occupe en effet 79 pages du livre deuxième-tome deuxième des Œuvres de Maurice Thorez, mais le passage consacré aux problèmes coloniaux tient en moins d'une seule page ! Il constitue d'ailleurs une autocritique beaucoup plus platonique que concrète et ne comporte aucune proposition pratique pour redresser la situation : « Il est aussi un autre domaine, dit le secrétaire général, où notre Parti communiste français avait acquis quelque réputation dans la masse et auprès de l'Internationale, c'est la lutte anti-impérialiste pour la libération des peuples coloniaux... (ici suit une évocation de la campagne contre la guerre du Rif)... Et maintenant, voici non plus seulement 200 000 Rifains, mais 20 millions d'Indochinois qui luttent pour la libération de leur pays. Voici non plus seulement un mouvement nationaliste primitif, quoique objectivement révolutionnaire, mais une REVOLUTION où

la revendication de la terre par les paysans pauvres, contre les colons et les mandarins, s'accompagne de la revendication prolétarienne de l'usine, où la paysannerie, gagnée peu à peu à la direction prolétarienne, organise des SOVIETS. Voici un profond mouvement révolutionnaire réprimé par des moyens terroristes implacables.

» Notre campagne, insuffisante jusqu'à ces derniers temps, était sentimentale. Notre TRAVAIL précis pour L'AIDE EFFECTIVE aux révolutionnaires indochinois est très faible. Quelle différence avec 1925 !

» Notre travail en France est affaibli, mais notre travail DANS les colo-



nies est aussi très faible. Le Parti communiste français doit effectivement soutenir les peuples coloniaux et commencer par aider les communistes des colonies dans leur tâche immense.

Les résultats n'étaient pas brillants en effet. Dans un article signé du pseudonyme « Maghreb » publié par le numéro 5 des Cahiers du bolchevisme (mars 1932) sous le titre « Sur le travail de la région algérienne », les effectifs des communistes en Algérie étaient ainsi présentés : « Actuellement, l'on peut estimer le nombre des adhérents de la région algérienne du Parti à 130, dont 75 dans le rayon d'Alger avec huit cellules... On accuse 80 membres à la J.C... »

Notons qu'il n'y avait pratiquement alors aucun Algérien authentique, c'est-à-dire autochtone, dans l'organisation du P.C.F. (S.F.I.C.) en Algérie. Le même article indiquait à cet égard : « ... Il fallait faire front contre le danger opportuniste, principal danger, qui revêtait ici un de ses pires aspects : l'aspect des déviations colonialistes, des survivances impérialistes et chauvines dans nos propres rangs, et surtout dans les rangs des syndicats unitaires qui sont composés en grande majorité de cheminots et employés des P.T.T., presque tous Européens. Cette tendance empêchait la création d'une organisation qui soit vraiment l'avant-garde du prolétariat indigène et européen d'Algérie, et dont la masse fondamentale des membres doit être formée d'ouvriers arabes et kabyles. Elle freinait tout travail pour aider les camarades indigènes à se former politiquement et à accéder rapidement aux postes dirigeants. Elle empêchait la marche vers la création d'un véritable Parti communiste d'Algérie. Elle se manifestait surtout dans le domaine syndical, empêchant l'arabisation des syndicats par un recrutement de masse des prolétaires indigènes aux côtés des ouvriers français. Par exemple, les cheminots de Relizane étaient contre l'entrée d'ouvriers indigènes dans le syndicat... »

### ESSOR DU COURANT NATIONALISTE ALGERIEN

Le mouvement nationaliste connaissait, par contre, un essor important qui n'avait pas échappé au Comité exécutif de l'Internationale.

Cependant, un « Parti national révolutionnaire » créé à l'initiative et avec le soutien des communistes, en 1930, n'allait avoir, en Algérie même, qu'une courte existence, contraint à la clandestinité par le « Code de l'indigénat » : il commit tout d'abord l'erreur de soutenir un groupe anarchiste provocateur, les « Travailleurs sans dieu », utilisé par les colonialistes pour dresser les ouvriers auto-

« A la prison de la Santé en juillet 1929 : dirigeants communistes dont la plupart resteront fidèles au marxisme-léninisme jusqu'à leurs derniers souffles. — Devant et accroupi : Paul Vaillant-Couturier, décédé en 1937 ; sur le premier rang : Pierre Lacan, fusillé par les nazis en 1942, Gabriel Péri, fusillé par les nazis en 1941, André Marty, assassiné par les colonialistes révisionnistes ; au milieu : Maurice Thorez qui n'était pas encore secrétaire général du Parti et n'avait pas encore choisi la voie révisionniste. »

chtones contre la C.G.T.U. ; puis, comprenant sa méprise, le « Parti national révolutionnaire » consacra l'exclusivité de ses efforts à aider le cheik El Okbi à obtenir le droit de prêcher dans la grande mosquée, droit consacré par l'Islam qui venait de lui interdire les autorités colonialistes.

Mais les masses laborieuses algériennes, de plus en plus anti-impérialistes, refusaient leur confiance à toute organisation ou Parti comportant dans ses rangs des Européens, incarnant la colonisation, ou inspiré par eux, même s'ils protestaient de leurs bons sentiments vis-à-vis des Arabes ou des Kabyles. Aussi préféraient-ils encore suivre des associations plus ou moins réformatrices comme la « Fédération de gauche des élus musulmans » ou « l'Assemblée des Oulama », mouvement de renaissance islamique de caractère culturel et politique, au contenu nettement anti-coloniste. Au moins ces groupements étaient-ils composés et dirigés par des Algériens autochtones et c'était là ce qui présentait un caractère décisif.

En France même, Messali Hadj reconstitua son organisation nationaliste interdite en 1929, sous le nom de « Glorieuse Etoile nord-africaine ». Il lança aussitôt le journal « El Oumma » (« la Nation »), qui connut un succès caractéristique de l'état d'esprit patriotique des travailleurs immigrés, son tirage passant de 12 000 en 1932 à 44 000 exemplaires en 1934.

### POSITION ANTICOLONIALISTE DU P.C.F. TOUT A FAIT JUSTE... EN THEORIE

Sur les neuf points de l'ordre du jour du 7<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste français convoqué à Paris du 11 au 19 mars 1932, « La politique coloniale du Parti » figura au troisième

rang. C'était là incontestablement un fait positif. Il suffit d'ailleurs de consulter le Manuel d'histoire du Parti communiste français (édition de 1964), de la page 732 à la page 738, pour constater que la question coloniale n'apparut dans les ordres du jour qu'aux 3<sup>e</sup> (1924), 4<sup>e</sup> (1925), 5<sup>e</sup> (1926) et 7<sup>e</sup> Congrès (1932), pour en disparaître définitivement par la suite, comme s'il s'agissait d'un problème dépassé ou réglé !

Toujours est-il que, pressé tant par la direction de l'Internationale que par certains membres du Bureau politique du P.C.F. (comme André Marty et André Ferrat), Maurice Thorez accorda une juste importance aux problèmes coloniaux dans le long rapport d'ouverture qu'il présente au nom du Comité central sortant et qui reste connu sous le titre : « En avant pour l'issue révolutionnaire de la crise !... » Il déclara notamment : « ... Nous avons rappelé tout à l'heure que la France exploite un immense empire colonial, dépassant cinquante fois sa superficie, s'étendant sur quatre continents, et dans lequel des dizaines de millions de prolétaires et de paysans indigènes subissent le joug de l'impérialisme français en plus de l'exploitation des classes possédantes indigènes.

» Or si, d'une part, la crise économique aux colonies aggrave la crise en France, d'autre part, la bourgeoisie s'efforce de tirer toujours plus de la surexploitation des peuples coloniaux. Au mouvement des masses luttant pour leur libération nationale, en Algérie, au Maroc, en Syrie et surtout en Indochine, l'impérialisme français répond par une politique forcée d'oppression économique poussée jusqu'aux extrêmes limites et de répression sauvage et criminelle.

Tous les travailleurs de France doivent comprendre la portée de la lutte révolutionnaire et insurrectionnelle des peuples coloniaux. Les combats révolutionnaires en Indochine, les soviets en Chine sont des coups directs portés à l'impérialisme français, diminuant d'autant ses possibilités d'oppression et d'agression.

» Assailli de toutes parts, ayant à faire face au mouvement révolutionnaire dans les colonies, l'impérialisme français peut moins facilement réprimer les grèves et l'action des masses en France et briser la résistance du prolétariat aux diminutions de salaires.

» Chaque coup porté contre la bourgeoisie française par nos frères indochinois ou algériens est une aide directe à notre mouvement. En retour, chaque coup porté par nous à notre bourgeoisie est une aide directe aux esclaves qu'elle opprime dans « SES » colonies. Les prolétaires de la métropole et les peuples opprimés des colonies doivent s'appuyer mutuellement dans leurs luttes contre l'ennemi commun ; c'est leur intérêt à tous.

» Il est nécessaire de proclamer ici, une fois de plus, que nous, communistes de France, entendons lutter de toutes nos forces pour la libération des peuples opprimés par l'impérialisme français. »

(A suivre.)

# LES REVISIONNISTES ET LA QUESTION DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

Au moment où sort le Programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire du P.C.F., ses dirigeants se donnent beaucoup de mal à travers toute la presse pour expliquer ce qu'ils feront une fois au pouvoir.

Bien avant Mai 68, les marxistes-léninistes affirmaient : les faux communistes d'aujourd'hui sont comme les socialistes d'autrefois ; s'ils parviennent au pouvoir ils feront exactement comme les gouvernements bourgeois qui les ont précédés ; en cas de montée de luttes révolutionnaires ils pourront servir, comme Léon Blum en 1936 et selon ses propres paroles, à « défendre les intérêts des capitalistes mieux qu'ils ne l'auraient fait eux-mêmes. »

Aujourd'hui plus que jamais nous

disons : les dirigeants du P.C.F. ne sont pas seulement des opportunistes, des « droitiers », des « mous », comme le prétendent les trotskystes, ce sont des traîtres qui SERVENT LES INTERETS DE LA BOURGEOISIE AU POUVOIR qui est aujourd'hui la bourgeoisie monopoliste. Et cela pas seulement au cas où ils prendraient le pouvoir, mais DES MAIN-TENANT.

Bien souvent cette affirmation paraît exagérée. « C'est vrai qu'ils ne sont plus très rouges, mais de là à en rajouter... », pensent beaucoup.

Ce que nous avons toujours affirmé aujourd'hui ce sont... les dirigeants révisionnistes eux-mêmes qui le confirment. Il suffit pour s'en rendre compte de jeter un coup d'œil sur ce qu'ils écrivent à travers la presse.

Si un pays capitaliste et impérialiste comme la France fait venir des travailleurs immigrés, c'est avant tout parce que l'impérialisme français par sa domination et son pillage colonial a réduit ces pays à la misère et s'efforce de les y maintenir par des « liens économiques » ; c'est encore pour pouvoir disposer d'une main-d'œuvre bon marché, n'ayant pas tous les droits des travailleurs français, surexploitée, contrainte aux travaux pénibles, dangereux et sous-payés, adaptée à la recherche du profit maximum pour les patrons.

Quelle est la position des vrais communistes ?

Pour nous, l'immigration est un scandale inhérent au capitalisme et à l'impérialisme eux-mêmes, contre lequel nous nous élevons. Non pas que nous rejetions nos frères immigrés comme les racistes. Au contraire, nous les accueillons comme tous les autres travailleurs, mais nous dénonçons le fait que des hommes soient OBLIGÉS de quitter leur terre et leur famille pour pouvoir continuer à nourrir les leurs, et tout cela uniquement parce qu'après avoir pillé leur pays, la bourgeoisie monopoliste veut continuer à les exploiter.

Quelle est la position des faux communistes du P.C.F. ?

Au début de cette année, résumant une conférence de presse du Comité central du P.C.F., l'Humanité blanche titrait (le 9 janvier 1972) :

« Il faut une autre politique d'immigration. »

Quelle honte aux yeux de nos frères immigrés de voir cela dans un journal qui se prétend communiste !

Ce que ces traîtres proposent, ce n'est pas de lutter contre l'obligation de s'expatrier qui est faite à des hommes. Non, ce qu'ils proposent c'est de maintenir le principe révol-

tant de l'immigration mais en l'appliquant de façon différente, par une autre politique, « plus démocratique ». Et aucun doute n'est possible sur leurs intentions réelles car il est dit en toutes lettres :

« Le Parti communiste propose que soient établis de nouveaux accords d'immigration. Le recrutement effectué par l'Office national d'immigration, DEVRAIT TENIR COMPTE DES BESOINS REELS DE L'ECONOMIE DU PAYS. » (C'est nous qui soulignons.)

Voilà qui est parfaitement clair !

Comme chacun sait, « l'économie du pays » est aux mains des monopoles. « Les besoins réels de l'économie du pays », ce sont les besoins réels des monopoles, c'est-à-dire leurs profits. Ce que propose le Parti « communiste » c'est donc de poursuivre ce trafic de main-d'œuvre qu'est l'immigration mais en tenant compte « des besoins réels » des monopoles capitalistes ! (Comme s'ils avaient attendu ce conseil pour le faire !)

Après cela, ils peuvent toujours parler de la « défense des travailleurs immigrés » pour détourner l'attention et faire oublier leur politique de négriers modernes !

Et il s'agit bien d'une politique systématique et consciente car récemment l'Humanité revenant sur la question des travailleurs immigrés écrit :

« On ne peut pas dire que notre campagne n'ait pas porté ses fruits. »

En effet ! Car ils citent à l'appui les interventions à l'Assemblée nationale... du député U.D.R. Marette et du ministre Fontanet qui « soulignait la nécessité d'une politique consciente et contrôlée de l'immigration ».

Et voilà pour l'Humanité « les fruits de sa campagne » présentés

comme une victoire : une politique « consciente et contrôlée » du trafic de main-d'œuvre par l'impérialisme français selon les affirmations d'un de ses représentants.

Quant à l'U.D.R. Marette, longuement cité par l'Humanité blanche, il écrit :

« Les travailleurs étrangers constituent une main-d'œuvre à bas prix qui limite le développement de la productivité et MAINTIENT ARTIFICIELLEMENT EN VIE LES ENTREPRISES QUI NE MERITENT PLUS D'EXISTER (et l'Humanité précise : « Souligné par nous » !). En rétablissant l'égalité des salaires, on reviendrait au jeu normal de la concurrence économique. »

Autrement dit, d'après le torchon révisionniste qui se réfère au sinistre Marette, s'il faut « rétablir l'égalité des salaires », ce n'est pas pour lutter contre l'exploitation effrénée des travailleurs immigrés, c'est pour permettre « le développement de la productivité » indispensable au capitalisme français contre ses concurrents étrangers et pour « revenir au jeu normal (!) de la concurrence économique » qui permet naturellement d'éliminer les petites entreprises... au profit des monopoles qui ont les reins plus solides.

Oui messieurs les Dirigeants traîtres au communisme, votre campa-

gne a porté ses fruits, votre appel a bien été entendu, mais par vos maîtres monopolistes qui reprennent mot pour mot vos propos et savent qu'ils peuvent compter sur vous en cas de besoin pour faire « une autre politique d'immigration » qui ne changera rien quant au fond pour les travailleurs immigrés. Mais eux, par contre, ils savent qu'ils doivent compter sans vous, et même contre vous, pour se libérer du joug de l'impérialisme français dont vous vous faites les défenseurs.

Vous osez demander qu'une « répartition équitable (des travailleurs immigrés) doit s'opérer entre les communes de la région parisienne », ce qui est une façon hypocrite de vous en débarrasser, au lieu de développer la solidarité des travailleurs français avec eux, sous le prétexte infâme qu'ils constituent « une charge » pour les communes où ils sont logés ! Eux qui effectuent les travaux les plus durs ! Les racistes de Minute ne disent pas autre chose.

Travailleur immigré, travailleur français qui a rejeté le racisme entretenu par les patrons, n'est-on pas en droit après cela d'affirmer que les dirigeants révisionnistes du P.C.F. sont des traîtres à la classe ouvrière qui défendent les intérêts de la bourgeoisie au pouvoir, la bourgeoisie monopoliste ?

## Une crapulerie du plumitif révisionniste Yves Moreau

Dans l'Humanité du 10 janvier dernier, l'éditorial consacré à faire l'apologie de Mujibur Rahman, leader de l'Etat constitué au Pakistan oriental à la pointe des baïonnettes soviétiques portées par des soldats indiens, que la haine anti-chinoise et anti-communiste.

Spécialiste des basses œuvres et ramasseur d'ordures dans les poubelles de la réaction (voir l'usage qu'il fit de l'Aurore devant les télé-spectateurs), Yves Moreau pousse cette fois-ci la crapulerie à invoquer un article du « New York Times » pour insinuer l'idée que « la reprise des bombardements du Nord-Vietnam et l'ajournement des négociations de paix à Paris... n'ont soulevé aucune objection chinoise vigoureuse. »

Ouvriers communistes adhérents de base du Parti communiste français, que tente de tromper cet individu, renégat du communisme, demandez donc aux principaux intéressés ce qu'il en

est en vérité : demandez aux camarades vietnamiens quelle est la position de la Chine vis-à-vis du combat héroïque de leur peuple. Et demandez aux amis cambodgiens ce qu'a déclaré à propos de l'aide en armement de l'Union Soviétique le chef d'Etat du Cambodge, Samdech Norodom Sihanouk, l'un des trois alliés du Front anti-impérialiste des peuples indochinois contre l'agression américaine. Puisez la vérité à ses sources authentiques et démasquez les commis de la réaction et de l'impérialisme qui se dissimulent derrière les colonnes du journal, qui n'ose même plus mentionner dans son titre qu'il fut celui de Gabriel Péri et de Paul Vaillant-Couturier.

Yves Moreau ? Un plumitif bon à passer au confrère ultra-réactionnaire l'Aurore, comme sont déjà passés tant de renégats de la classe ouvrière à la presse vénales et bourgeoise.

### Appel des Communistes marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge

(Suite de la première page)

Le Parti faussement communiste fait une diffusion massive et gratuite de son « Programme de gouvernement démocratique d'union populaire » (8 millions d'exemplaires distribués dans toute la France), grâce à l'argent non point des ouvriers et travailleurs trop pauvres pour de telles dépenses, mais bel et bien avec les fonds de la bourgeoisie (publicité en faveur des sociétés capitalistes, des grandes banques, affaires commerciales diverses allant de l'import-export aux fournitures variées aux municipalités et autres organismes révisionnistes, etc.). Celle-ci et son pouvoir, assurés de la « sagesse » et des intentions légalistes et non-révolutionnaires du P.C.F., lui permet en outre la disposition d'un véritable palace, luxueux et géant, comme siège de son Comité central, sous la haute direction de l'ancien travailleur volontaire en Allemagne nazie, Georges Marchais !

Les dirigeants confédéraux de la C.G.T. n'ont plus qu'une seule préoccupation : la diffusion du « Programme » et « l'union de la gauche ». Ils s'appliquent par tous les moyens à assurer la « paix sociale » si chère au patronat et à Chaban-Delmas, et nécessaire à la préparation des élections. Pour cela, ils freinent, dévient et stoppent les grèves revendicatives de la base (voir dans les derniers six mois Renault, la S.N.C.F., la R.A.T.P., etc.).

Les dirigeants de la C.F.D.T. cautionnent aussi l'électoratisme et embottent le pas. Si parfois ils adoptent de justes attitudes, soutenant certaines grèves ou contestant l'illusoire passage au socialisme par la fameuse démocratie avancée, ils popularisent par contre les idées réformistes ou utopiques en prônant « l'autogestion » qui n'a rien à voir avec le socialisme et la dictature révolutionnaire du prolétariat.

OUVRIERS, TRAVAILLEURS SALARIES !  
 PETITS PAYSANS, PETITS COMMERÇANTS ET ARTISANS !  
 VOUS TOUS, qui ne pouvez plus supporter les conditions politiques, économiques et sociales !  
 JEUNES, ETUDIANTS, INTELLECTUELS AVANCÉS !  
 VOUS TOUS, qui ne pouvez plus vivre dans cette société pourrie et qui vous révoltez, les premiers, contre son idéologie et sa culture !  
 REJETEZ DES MAINTENANT L'ELECTORALISME ET SES COMPLICES !  
 Vous êtes le nombre et la force, si vous en prenez conscience et si vous savez vous unir. La preuve, c'est que déjà la bourgeoisie redoute que son arme de tromperie soit de plus en plus démasquée aux yeux du peuple ; deux députés ont déposé un projet de loi à l'Assemblée « nationale » (où les bancs restent si souvent vides) pour instituer le VOTE OBLIGATOIRE !  
 COMBATTEZ DONC LES ILLUSIONS ELECTORALISTES ! IMPULSEZ ET PARTICIPEZ AUX LUTTES REVENDICATIVES ET POLITIQUES ! DEMYSTIFIEZ LE MENSONGE DU PARTI REVISIONNISTE SUR LA « VOIE PACIFIQUE » EN EXPLIQUANT QUE LA SEULE VOIE CONDUISANT AU SOCIALISME LIBERATEUR, C'EST LA VOIE REVOLUTIONNAIRE ! LIEZ-VOUS AU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE DE MASSE ! REDONNEZ A LA CLASSE OUVRIERE LE ROLE DIRIGEANT ET HISTORIQUE QUE MARX, ENGELS, LENINE, STALINE ET MAO TSE TOUNG ONT JUSTEMENT MIS EN VALEUR, DANS LA THEORIE COMME DANS LA PRATIQUE REVOLUTIONNAIRES !  
 A BAS L'ELECTORALISME, ARME DE LA BOURGEOISIE !  
 PREPAREZ-VOUS A DE PLUS GRANDES LUTTES REVOLUTIONNAIRES !

8 janvier 1972.